



Déclaration liminaire Comité Technique Académique 28 mars 2022

Madame la rectrice,
Mesdames, messieurs les membres du CTA

Le 24 février 2022, La Russie sur ordre de Vladimir Poutine a commencé à envahir l'Ukraine avec des moyens militaires. Pour l'**UNSA**, cette offensive lancée aux portes de l'Europe est intolérable et injustifiable.

Outre de violer les accords de Minsk, elle menace les démocraties et l'accord de paix mondial signé en 1945 portant institution de l'Organisation des Nations Unies (ONU), dont l'objectif premier est le maintien de la paix et de la sécurité internationale par la promotion de la protection des droits de l'homme, la fourniture de l'aide humanitaire, le développement durable et la garantie du droit international.

Des millions d'ukrainiens ont quitté leur pays pour se réfugier dans divers pays européens.

En France, l'éducation se veut inclusive. Elle accueille en conséquence les enfants dans leurs singularités. Depuis plus de deux semaines, des enfants ukrainiens sont accueillis dans des écoles, en classe, en centre périscolaire. Ils ne parlent pas notre langue, ils ont vécu une longue route de l'exil et ont laissé derrière eux une partie de leur famille, leurs amis. Autant de traumatismes, de sources d'angoisses, que nous, professionnels de l'éducation, avons à prendre en charge avant toute volonté de les faire renouer avec les apprentissages. L'**UNSA Education** qui soutient l'action de Solidarité Laïque, reste vigilante pour que l'accueil des élèves migrants soit fait dans la plus grande bienveillance dans notre académie.

Malgré cette guerre, il ne faut pas oublier nos sujets d'actualité.

Le 17 mars dernier, l'**UNSA Education** et d'autres organisations syndicales, ont appelé les personnels de l'éducation à rejoindre la mobilisation interprofessionnelle pour la défense du pouvoir d'achat des salariés, fonctionnaires, retraités, étudiants et lycéens. A l'annonce de cette mobilisation, le gouvernement a parlé d'un dégel du point d'indice pour la fonction publique. C'est l'une des revendications majeures de notre organisation. Nous sommes prêts à entrer en négociation sur ce point au plus tôt avec, comme base de discussion, un minimum de 10 % de revalorisation, ce qui couvrira à peine la perte du pouvoir d'achat depuis 2011.

Concernant la situation sanitaire, nous surfons depuis quelques jours, sur nouvelle vague COVID. Les cas dans la population, dans les écoles et établissements scolaires repartent à la hausse. L'**UNSA Education** se questionne raisonnablement sur la levée prématurée des mesures barrières lors du retour des vacances d'hiver. Nous serons présents ce mercredi soir à la bimensuelle et nous attendons qu'un véritable état des lieux nous soit proposé afin d'envisager de nouvelles mesures de protection.

Le premier point de l'ordre du jour concerne la préparation de la rentrée 2022 avec l'étude des créations et suppressions de postes. Comme l'**UNSA Education** l'avait signalé lors du CTA du 17 janvier dernier, l'affichage des mesures de rentrée n'étaient qu'un leurre et comme nous le craignons, le gel des postes pour les stagiaires temps plein entame sérieusement les possibilités de mobilité géographique des titulaires dans de nombreuses disciplines. Entre la désaffectation des



Déclaration liminaire Comité Technique Académique 28 mars 2022

concours et l'effondrement du vivier des contractuels, combien d'élèves à la rentrée se retrouveront sans enseignant face à eux ?

Nous continuons de dénoncer cette réforme de la formation initiale et la politique de restriction budgétaire dans le second degré soit pour rappel -68 moyens d'enseignement pour notre académie.

Concernant le point sur les Lignes Directrices de Gestion pour le premier degré, nous interviendrons directement en séance.

Pour terminer, cela fait 10 ans maintenant que l'**UNSA Education** donne la parole aux personnels du monde éducatif, en proposant son baromètre des métiers de l'éducation, de la recherche et de la culture. Cette enquête a pour but de connaître l'état d'esprit général des personnels, les priorités pour les politiques ministérielles ou besoins professionnels.

L'enquête reste ouverte jusqu'au 7 avril et l'**UNSA Education** vous donne rendez-vous à la mi-mai pour lors sa conférence de presse pour les résultats et enfin parler des conditions de travail de celles et ceux qui se dévouent, au quotidien, pour le service public.

Je vous remercie de votre attention.